

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 189 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2991 - Prix : 1€

Pas question de sacrifier la jeunesse dans de sales guerres capitalistes !



Les violences contre les femmes, une des tares de la société d'exploitation

Page 6

Alefpa : ambiance délétère qui affecte la santé des salariées

Page 9

Ukraine : le “plan de paix” de Trump

Page 10

Pas question de sacrifier nos enfants pour de sales guerres capitalistes !

Le général Mandon, fraîchement nommé chef d'état-major des Armées et en service commandé de l'Élysée, enchaîne les discours va-t-en guerre.

Il y a un mois, il expliquait que la population civile devait se préparer à « un choc militaire avec la Russie » d'ici « trois, quatre ans ». La semaine dernière, devant les maires de France, il a demandé de se tenir prêt « à accepter de perdre ses enfants et de souffrir économiquement ».

Nos enfants sous l'uniforme et marchant vers la mort, voilà l'avenir que nous réservent les dirigeants du pays ! Cette perspective est proprement révoltante, mais c'est bel et bien le futur qu'ils nous préparent activement.

Cet été, le ministère de la Santé a demandé aux hôpitaux et aux agences régionales de santé de se préparer à soigner des centaines de milliers de blessés de guerre. La semaine dernière, le gouvernement a publié un kit de survie incluant la situation de guerre. Et jeudi prochain, Macron annoncera l'instauration, dès 2026, d'un service national volontaire. Il est, pour l'heure, prévu au volontariat, mais ce n'en est pas moins le retour du service militaire.

Côté réarmement, les préparatifs s'accroissent. Dassault va pouvoir augmenter son rythme de production de Rafale. La production de canons Caesar a été doublée. Près de Lorient, la Fonderie de Bretagne, qui fabriquait des pièces pour l'automobile, est censée se lancer dans la production d'obus. Comme en 14-18, l'industrie se reconvertisse pour les marchands de canons. Et pour cela, l'argent ne manque pas, le budget militaire est d'ailleurs en hausse de 3,5 milliards d'euros !

Et puis, il y a surtout le bourrage de crâne pour nous mettre en condition. Pas un jour ne passe sans que la Russie soit présentée comme l'ennemi numéro 1. Pas un jour sans que l'on nous dise qu'elle se prépare à nous attaquer et qu'il faut se mettre en situation de se défendre.

Le gouvernement se présente comme l'innocente victime qui ne chercherait que la paix. Mais qui engendre les guerres dans le monde ? Qui a transformé l'Afrique et le Moyen-Orient en champs de bataille permanents pour les puits de pétrole de TotalEnergies, les mines d'uranium d'Orano, les contrats de Thales, de Dassault ou les marchés du Crédit agricole, de BNP Paribas ? Ce sont les grandes puissances, dont la France !

L'État français ne vise pas la paix, il défend les intérêts des capitalistes et n'a cessé de le faire par les armes.

En Ukraine, la France a participé, aux côtés des États-Unis et de l'OTAN, au bras de fer avec la Russie, en aidant à l'installation de bases militaires et en manœuvrant pour faire basculer les richesses de ce pays, ses terres agricoles, ses minerais, ses entreprises, dans le giron occidental. Ensuite, Poutine a transformé cette guerre sourde en affrontement armé et en bain de sang. Mais nos dirigeants ne sont pas de blanches colombes !

En livrant matériels et instructeurs militaires, ils ont même fait de cette guerre leur propre guerre, laissant à l'Ukraine les morts, les destructions et des dettes éternelles. Aujourd'hui, les dirigeants américains et européens se chamaillent pour continuer de dépouiller l'Ukraine, et le plan de paix qu'ils concoctent n'est qu'un partage du pays entre grandes puissances.

Ce sont les intérêts sonnants et trébuchants des capitalistes qui définissent le soutien à telle ou telle guerre et à tel ou tel camp, et pas la défense de valeurs supérieures, ni la défense de la patrie !

En 1915, la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg écrivait : « La légende de la défense de la patrie appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb. » C'est toujours vrai, et on nous soûle désormais de cette légende.

Un chroniqueur a appuyé l'appel au sacrifice du général Mandon, en expliquant qu'il fallait défendre l'Europe et la France car ce serait « le petit bout de terre le plus libre du monde ».

Mais cette liberté vaut pour qui ? Pour l'ouvrier enchaîné à sa machine ? Pour celui qui n'a même pas la liberté de travailler ? Pour celui sans le sou ? Pour le travailleur étranger privé de papiers ? Non !

Pour le monde du travail, la liberté, la démocratie et la souveraineté restent à conquérir, et cela ne pourra se faire que contre la classe capitaliste et nos propres dirigeants. S'il y a une guerre juste pour laquelle il faut être prêt à se sacrifier, c'est celle-là, et aucune autre.

Alors, n'acceptons pas la guerre que nous préparent Macron, les galonnés et les marchands de canons pour la seule quête de leurs marchés, de leurs profits et leur domination sur le monde !

Nathalie Arthaud

Budget : et à la fin, le patronat gagne

Le gouvernement qui cherche désespérément un consensus l'a finalement obtenu : tous les députés sauf un ont rejeté le volet « recettes » du budget dans la nuit du vendredi au samedi 22 novembre.

Bien des députés préoccupés par les prochaines élections, ne souhaitent pas – ou plus – être associés de près ou de loin à Macron dont l'impopularité bat des records. Ceux du RN tiennent à montrer leur opposition aux mesures semblant viser les patrons, dont ils veulent obtenir la bénédiction, tout en se démarquant des macronistes. Quant au PS, pour ne pas se retrouver seul à soutenir le texte négocié avec Lecornu, il a rallié hardiment le camp du « non » en pré-

tendant que « le compte n'y est pas ».

Le texte initial du gouvernement est renvoyé au Sénat, et il est très probable que le budget ne puisse pas être adopté avant Noël. Faut-il comprendre que, non contents d'égayer les fêtes de fin d'année, ce théâtre parlementaire pourrait bloquer les mesures envisagées pour prélever dans les poches des travailleurs les milliards exigés par les financiers gavés à la dette publique, par le patronat français qui réclame son lot de subventions et par les galonnés de l'état-major qui piaffent pour se payer des Rafale, des obus et autres engins de mort ?

Ce serait compter sans la constitution léguée par l'illustre général de Gaulle, si truffée de portes dérobées

que pas un mois ne passe sans la découverte de nouvelles manières de faire avaliser les mesures anti-ouvrières : sans même recourir à l'article 49.3, le gouvernement peut toujours faire passer son budget sans vote, par ordonnances, ou faire voter une loi spéciale reconduisant celui de l'an dernier, qui n'avait rien à envier à celui préparé pour 2026.

Tous les responsables politiques, qui font mine de s'affronter, respectent une même logique, dont l'aboutissement final sera de faire payer les travailleurs et les couches populaires. Si Lecornu continue d'affirmer qu'il y a une majorité pour adopter son budget, c'est qu'il sait pouvoir faire appel à leur sens des responsabilités.

Intelligence artificielle : une économie très bête

De plus en plus de commentateurs évoquent la possibilité d'un krach boursier touchant les entreprises du secteur de l'intelligence artificielle (IA).

Il faut dire que les valorisations boursières de ces entreprises atteignent des niveaux proprement délirants. Nvidia, qui fabrique une grande partie des puces électroniques indispensables à l'IA, a ainsi franchi il y a quelques semaines le cap des 5 000 milliards de dollars de capitalisation, plus que le PIB de la France et de l'Allemagne, et deux fois la valeur de l'ensemble du CAC 40.

Au-delà du cas Nvidia, toutes les actions des entreprises liées à l'IA ou au numérique se retrouvent emportées dans un emballement spéculatif, alors que très peu sont réellement rentables.

Toute cette spéculation est le symptôme d'une société capitaliste en crise, saturée par les milliers de milliards produits par l'activité de

centaines de millions de femmes et d'hommes, mais incapable d'en faire autre chose qu'une montagne de capitaux inutiles, qui finissent par mettre en danger l'ensemble de l'économie. Il n'y a aucune intelligence dans un tel système, dominé par la course au profit.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS

SAMEDI 6 DÉCEMBRE de 9H30 à 12H00

SAMEDI 20 DÉCEMBRE de 9H30 à 12H00

SAMEDI 3 JANVIER 2026 de 9H30 à 12H00

Trafic de drogue : un fléau social et ses responsables

L'assassinat de Mehdi Kessaci, frère d'un militant combattant le narcotrafic à Marseille, et la légitime émotion qu'il a suscitée ont donné lieu à une instrumentalisation qui, si elle n'est pas une surprise, est proprement écœurante.

Amine Kessaci, dont deux frères ont été tués dans la guerre du narcotrafic, a trouvé largement sa place dans les médias, affirmant qu'après la mort de son petit frère il ne peut pas se taire et ne se taira pas. Mais les déclarations n'ont pas la même sincérité lorsqu'elles viennent de responsables politiques, profitant de l'occasion pour attaquer le gouvernement et pour déverser leur poison raciste. Macron, la droite et l'extrême droite se retrouvent d'accord en se bornant à revendiquer une police plus répressive, une justice plus ferme.

Ces discours cherchent à exploiter le désarroi des classes populaires qui voient leurs quartiers se dégrader, des familles qui vivent dans la peur que leurs enfants deviennent des dealers ou plongent dans la drogue, ou soient victimes d'une balle perdue. Les interventions policières, parfois spec-



Pexels

taculaires, n'y changent rien, car si la consommation de drogue est un fléau et si son commerce se développe, c'est d'abord parce qu'il rapporte. Ce commerce fait partie de l'économie capitaliste. La pauvreté et le délabrement général de la société fournissent aussi bien les consommateurs que les dealers. Ces derniers sont les petites mains d'un trafic contrôlé à un bien plus haut niveau par de puissantes mafias. Leurs chefs sont des capitalistes d'un genre particulier lorsqu'ils débutent, des capitalistes tout court à la deuxième génération, s'ils survivent. Le blanchiment d'argent que

Macron et autres disent combattre est opéré à grande échelle au travers de circuits financiers mondiaux contrôlés par de grandes banques qui ont pignon sur rue, et auxquelles il est hors de question de toucher.

Le développement du narcotrafic, avec ses conséquences mortifères, n'est ainsi qu'un aspect d'une dégradation sociale dont les dirigeants de ce monde sont les premiers responsables. Ils ont, eux aussi, du sang sur les mains.

Propagande antimusulmans : ceux qui répandent le poison

Un sondage réalisé par l'institut Ipsos sur l'influence de l'islam en France, a été publié le 18 novembre. LR a sauté sur l'occasion pour mettre en avant son « plan de réarmement contre l'offensive islamique ».

Au nom de la « cohésion nationale » et même des droits des femmes, cette brochette de sénateurs de droite préconise, entre autres, l'interdiction du jeûne et celle du port du voile dans l'espace public pour les moins de 16 ans.

Le problème de ces politiciens de droite n'est évidemment pas de lutter contre les conceptions religieuses rétrogrades ni contre l'oppression et l'enfermement des femmes, dont le

port du voile est une expression. Les mêmes ne voient d'ailleurs aucun « obstacle à la cohésion nationale » dans le fait que des bonnes sœurs catholiques se promènent voilées dans l'espace public ou pour installer des crèches de Noël dans le hall des mairies.

Alors que la situation des classes populaires ne cesse de se dégrader, il s'agit pour les responsables politiques de détourner la colère. Les élus LR ne sont pas les premiers à vouloir surfer sur le terrain du racisme, dans sa version antimusulmans, chère à l'extrême droite. En mai, Macron avait même convoqué un conseil de défense sur l'entrisme et le séparatisme islamique ». Cela fait longtemps que la confusion

entretenu par l'extrême droite entre terrorisme et immigration ou religion musulmane et volonté séparatiste s'étale dans les médias et les propos de dirigeants politiques. Le sondage réalisé par Ipsos en est un exemple révélateur. Le sous-titre de l'étude, « entre réislamisation et tentation islamiste », met un signe d'égalité entre le regain de la pratique religieuse observée chez les jeunes musulmans et une « tentation islamiste », comme si tous les jeunes faisant le ramadan étaient des djihadistes en puissance.

Cette campagne de stigmatisation des musulmans est une arme contre les travailleurs. Elle les affaiblit en les divisant selon leur origine, leur nationalité et leur religion supposée.

Congrès des maires : le militarisme ne remplira pas les caisses

En clôture du congrès des maires, jeudi 20 novembre, Sébastien Lecornu a brassé de l'air et égrené quelques mesures qui ne coûtent pas grand-chose à l'État, celui-ci préférant que son argent serve à arroser le patronat plutôt qu'à financer le service public.

Déjà passablement estomaqués, pour beaucoup d'entre eux, par le discours cynique et va-t-en-guerre du chef d'état-major des armées, Mandon, en ouverture du congrès, nombre de maires n'attendaient pas grand-chose de celui de Lecornu, le surlendemain.

Beaucoup de maires, notamment de petites communes, ont été choqués que le gouvernement et le très droitier David Lisnard, président de l'AMF (Association des maires de France), profitent de leur congrès pour venir vendre leur soupe militariste. Non seulement les propos du général, le 18 novembre, sur le fait qu'il faut être prêts à « perdre nos enfants » ont choqué, mais aussi le fait qu'il demande aux maires de faire le

service après-vente de sa propagande. Si une partie a naturellement applaudi à tout rompre, à deux doigts de se mettre au garde-à-vous, un nombre non négligeable d'élus est sorti de la salle pendant le discours de Mandon.

Le surlendemain, pour clôturer le congrès, le Premier ministre est venu les mains vides, et s'est bien gardé de répondre aux inquiétudes des maires qui voient les subventions de l'État aux communes fondre comme neige au soleil. Par exemple, l'une des mesures les plus critiquées par les maires est un nouveau dispositif appelé Dilico, qui consiste à ce que l'État prélève de l'argent directement dans les recettes des communes, avec une promesse de remboursement éventuel et sous conditions trois ou quatre ans plus tard... et de seulement 80 % de la somme « empruntée ». Ce que bien des maires appellent, à juste titre, du racket.

Bien des maires étaient venus au congrès pour trouver des réponses face à l'avalanche actuelle de plans de licenciements et à la montée

inexorable de la pauvreté dans leurs communes. Ils en ont été pour leurs frais, car il n'y a vraiment rien à attendre d'un État dévoué avant tout au grand patronat.



Généraux : inquiets des réactions

Les propos du général Mandon ne sont pas les premiers, ni sans doute les derniers, à préparer la population à la guerre. Certains de ses collègues étoilés se sont de leur côté montrés préoccupés des réactions de ceux qui ne veulent pas « perdre leurs enfants ».

Un site spécialisé, Zone militaire, a complaisamment relaté, début novembre, les propos d'un autre général, Philippe Sunsara, alors à la tête de la DRSD, la Direction du renseignement, de la sécurité et de la défense, prenant exemple de la diffusion d'un tract qui dénonçait « l'offensive de l'industrie de l'armement française dans l'unique but de servir le profit, les intérêts capitalistes et les guerres impérialistes ». Une vérité impossible à entendre lorsqu'on a été biberonné aux

charmes de la Françafrique...

Venant se joindre au chœur des généraux, l'ancien patron du GIGN à présent directeur général de la gendarmerie nationale, Hubert Bonneau, pense « que nous pourrions avoir des actions menées par des "proxies" [intermédiaires], du sabotage et aussi des manifestations car [il n'est] pas sûr que tous nos concitoyens soient favorables à ce type d'engagement ». Dans un accès de lucidité, il a ajouté, lors d'une audition au Sénat : « Si nous avons un engagement majeur à l'Est, par exemple, je pense que cela ne se passera pas sans agitation sur le territoire national. » Et de réclamer, dans un message subliminal, des dotations pour la gendarmerie...

Sacrifier des vies pour les profits des capitalistes, en enrichissant au passage ceux de l'armement, il serait normal que cela en révolte beaucoup,

dans la classe ouvrière. Notre camarade Nathalie Arthaud a répondu aux propos de Mandon sur X, en citant les paroles de l'Internationale qui proclamait il y a plus d'un siècle « S'ils s'obstinent, ces cannibales/ à faire de nous des héros/ ils sauront bientôt que nos balles/ sont pour nos propres généraux ».

Il semble qu'à son tour le journal réactionnaire Le Figaro se soit inquiété de ce simple rappel du programme révolutionnaire.



Croisade anti-Shein : la meute est lâchée

Une coalition d'organisations patronales du commerce et une centaine d'enseignes du textile, des jouets ou de la bijouterie ont engagé une action collective devant les tribunaux contre Shein pour « concurrence déloyale ».

À l'initiative de cette action, on trouve l'Alliance du commerce qui regroupe les enseignes de l'habillement, parmi lesquelles les Galeries Lafayette, Le Printemps, Primark, Celio, H&M, la FCD, le syndicat de la grande distribution (Carrefour, Auchan, Leclerc), ou encore la Fevad pour les patrons des sites de commerce électronique.

Toutes ces enseignes se vantent aujourd'hui de promouvoir le développement durable, le respect des

normes environnementales et les réglementations du travail en vigueur. Tout cela n'est qu'une mascarade. L'immense majorité de ces enseignes se fournissent elles-mêmes en Chine et profitent des mêmes conditions d'exploitation des salariés chinois que Shein.

Bien avant que Shein n'existe, ce sont ces mêmes enseignes qui, il y a plusieurs dizaines d'années, ont investi en Chine, recruté des fournisseurs et contribué ainsi à y développer une industrie textile et une production de masse largement exportée en direction des marchés occidentaux.

C'est d'ailleurs grâce à cette production à très bas coût, en Chine, au Bangladesh et dans bien d'autres pays, que les capitalistes du

commerce international ont pu créer des réseaux de magasins géants et se livrer entre eux à une concurrence féroce, les plus forts rachetant les plus faibles. Le souci constant des patrons de la grande distribution est de préserver leurs propres intérêts... et leurs immenses fortunes avec ou sans le prétexte de la concurrence chinoise.



Les violences contre les femmes, une des tares de la société d'exploitation

La journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, samedi 22 novembre, a vu des dizaines de milliers d'entre elles descendre dans les rues partout dans le monde.

Dans le système social actuel, le pouvoir économique, politique et social est accaparé majoritairement par les hommes. C'est l'héritage légué par des siècles de domination patriarcale.

La violence exercée par les hommes contre les femmes découle de ce système oppressif qui prend de multiples formes et s'exerce dans tous les domaines.

Il y a bien sûr les violences intra-familiales dont les femmes sont les principales victimes, et aussi, par voie de conséquence, les enfants.

Le département de La Réunion, nous disent les statistiques, est le troisième département français le plus affecté par ce type de violence. 20 femmes ont été victimes de féminicides dans le département en l'espace de dix ans et cela ne concerne pas que les classes pauvres



et populaires, mais aussi les classes aisées.

Et puis il y a un autre domaine dont on parle moins où se déroulent ces violences contre les femmes, ce sont les entreprises.

9 % des viols ou tentatives de viols ont lieu sur les lieux de travail. 30 % des salariées ont été harcelées ou agressées sexuellement sur leurs lieux de travail.

Les femmes travailleuses sont aussi victimes d'autres harceleurs que dans leurs foyers au travail et se retrouvent souvent isolées face à leurs persécuteurs parce que leurs em-

ployeurs ferment les yeux sur les agissements ignobles de ces derniers.

Comme l'ont déclaré les femmes et le syndicaliste présents devant la préfecture samedi dernier : « Il faut que cela cesse ! ».

Les travailleurs et les travailleuses, au coude à coude, doivent tout faire pour faire reculer ce fléau partout dans la société, à commencer sur leurs lieux d'exploitation.

Ni exploitation patronale, ni abus machistes ! Les femmes ont droit au même respect que les hommes !

Macron à Maurice : le président au chevet des intérêts des capitalistes

Le 20 et 21 novembre, Emmanuel Macron était en visite à l'Ile Maurice.

En bon commis voyageur, il était accompagné d'une brochette de représentants patronaux et du président du Conseil départemental de la Réunion, Cyril Melchior.

La France, ancienne puissance coloniale, voudrait bien ne pas perdre complètement pied dans la zone face à la concurrence de pays comme l'Inde ou la Chine.

En permettant à des capitalistes français de signer quelques accords

pour le commerce bilatéral du sucre, du blé, pour la gestion de l'eau et de l'énergie, etc. Macron a fait son job de serviteur zélé...

Mort d'un capitaliste

Daniel Moreau, patron de Royal Bourbon Industries situé à Bras Panon et homme politique, est décédé le 26 novembre.

Si la presse, les politiciens de droite comme de gauche, ses amis

patrons rendent hommage à ce « dirigeant qui a fait rayonner La Réunion » (titre du Quotidien), les travailleurs de cette entreprise de l'agroalimentaire ne peuvent pas oublier, eux, que ce patron les faisait trimer sous la

pression pour des salaires proches du Smic en faisant fi de leur sécurité au travail...

COP 30 : la défense du climat attendra encore

Événement mondial organisé par l'ONU, la COP 30 a été accueillie par le Brésil dans la ville de Belem. Après avoir joué les prolongations, elle a débouché sur beaucoup de phrases creuses et des promesses qui n'engagent personne.

Aucune feuille de route pour sortir des énergies fossiles n'a été proposée : une « initiative volontaire » a simplement été suggérée aux pays qui voudraient réduire leur pollution carbone. Le texte final, intitulé « Mutirao », qui signifie « effort collectif », demande des « efforts pour au moins tripler » l'aide financière nécessaire aux pays pauvres pour réaliser leur adaptation climatique, construire des routes, des bâtiments plus solides contre les tempêtes,

adapter leur agriculture. Mais ces « efforts triplés » sont compris dans l'enveloppe globale déjà existante et aucune procédure concrète n'est définie pour sa mise en œuvre.

Les gouvernements des pays producteurs de pétrole, de gaz, de charbon n'acceptent aucune contrainte ; les gouvernements des pays développés ne veulent pas payer ; le plus riche d'entre eux, les États-Unis, ne participait pas à la conférence et il a depuis longtemps sabré dans ses aides, humanitaires et autres ; Macron s'est offert le ridicule de promettre une contribution pouvant atteindre 500 millions d'euros d'ici à 2030 pour soutenir l'Amazonie... et pour faire parler de lui.

Quant aux peuples de l'Amazonie, si la conférence les a mis en lumière, ils n'ont rien obtenu dans la

reconnaissance de leurs droits. Et ceux des territoires ravagés par les typhons ou la sécheresse non plus, comme il se doit dans un monde où les droits des pauvres n'existent pas.

« Nous allons dans la bonne direction, mais à la mauvaise vitesse », a déclaré Lula. Une formule qui ne peut guère combler le vide des conclusions de cette conférence.



Riz : un prix décuplé entre le producteur et le consommateur !

Suite à des productions records dans les principaux pays producteurs de riz, les prix mondiaux de cette céréale sont à leur plus bas niveau depuis dix ans. La tonne se négocie en 2025 à 360 dollars (311 euros), un prix inférieur de 30 % à celui qu'il était en 2024.

Les Réunionnais dont l'alimentation est basée sur la consommation de riz n'ont pas vu répercuter la

baisse du coût du riz sur leurs factures dans les magasins. Au contraire, le prix du riz n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Le prix du riz parfumé tourne entre 2 et 3 euros le kilo, soit dix fois plus cher que le prix auquel il est acheté sur le marché mondial.

Pas besoin d'aller bien loin pour trouver ceux qui se sucent sur notre dos !



Stations essence : assés pompe à nou !

Les propriétaires de stations essence ne sont pas à plaindre à La Réunion. Ils font d'excellents résultats financiers. La preuve, c'est que le nombre de stations ne cesse d'augmenter d'année en année.

Exploitation de leurs salariés au Smic à vie, polyvalence des emplois, développement de boutiques aux pro-

duits variés au sein des stations et marges revues régulièrement à la hausse. Ce sont des affaires qui marchent !

Mais les patrons n'en ont jamais assez et utilisent de plus en plus systématiquement des contrats de professionnalisation au point que certaines stations ne tournent qu'avec

ces types de contrats, ce qui leur permet encore de réduire leurs « charges » salariales alors qu'ils profitent déjà plein pot des généreuses exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires.

La recherche du profit est bien l'essence du capitalisme !

Morts au travail : toujours plus nombreux

Selon un rapport de l'Assurance maladie, 764 travailleurs ont trouvé la mort à la suite d'un accident du travail en 2024, un nombre supérieur à celui de 2023, déjà considéré comme un record.

Avec les 318 morts dans un accident de trajet et les 215 décès causés par une maladie reconnue « professionnelle », ce sont donc 1 297 personnes dont la mort a été officiellement reconnue comme liée au travail en 2024 : ce sont plus de deux accidents de travail mortels par jour et, au total, quatre décès quotidiens causés par le travail. Ces chiffres ne tiennent pourtant pas compte des salariés agricoles et des

agriculteurs, des fonctionnaires, et d'une partie des travailleurs indépendants.

Ce rapport se veut néanmoins rassurant en soulignant que le nombre d'accidents du travail diminuerait nettement au fil des années. Mais cela ne signifie pas que les conditions de travail s'améliorent : seuls ceux ayant débouché sur une journée d'arrêt de travail au-delà du jour de l'accident ou sur un versement sont décomptés... et combien de travailleurs ont déjà pu constater les obstacles mis par l'encadrement pour déclarer un accident, pour obtenir le formulaire nécessaire ?

En outre, le montant total des indemnités journalières a doublé de-

puis 2014 : la moitié de cette hausse s'explique par l'augmentation de la durée des arrêts, révélatrice de la gravité des accidents, les plus longs étant nettement plus fréquents chez les travailleurs de plus de 60 ans.

Les réformes des retraites ayant repoussé l'âge de départ constituent donc une source de nombreux accidents de travail. Le gouvernement n'a néanmoins pas complètement perdu le chemin de la caisse couvrant les accidents et maladies professionnelles puisqu'il y a pioché près de 300 millions d'euros en 2024 pour couvrir d'autres dépenses.

DANS LES ENTREPRISES

Tereos : la gestion capitaliste, une catastrophe pour les travailleurs !

À peine la campagne sucrière était-elle commencée que la direction de Tereos l'annonça catastrophique. C'est ce qui lui permit dans la foulée de justifier sa décision de fermer les usines à la réception des cannes un jour de plus par semaine.

Cette décision arbitraire et brutale avait ses corollaires : la baisse des rémunérations pour les travailleurs de Bois Rouge et la menace pour les saisonniers de ne pas cumuler assez de jours de travail pour pouvoir accéder aux indemnités chômage.

La réponse d'une partie des ou-

vriers de Bois Rouge ne s'est pas faite attendre. En réponse à ce coup de force de leur direction, ils ont déclenché une grève en revendiquant un mois de salaire supplémentaire, mais aussi pour protester contre l'appréciation erronée de la production de cannes dans les champs. En effet, celle-ci s'avéra rapidement plus conséquente que prévue.

Mais à présent et malgré le rétablissement du jour de travail supprimé, résultat de la grève à Bois Rouge, les multiples pannes de machines, le traitement des cannes à

l'usine a pris beaucoup de retard.

Les planteurs craignent maintenant de ne pas pouvoir livrer toutes leurs cannes d'ici la fin de la campagne prévue pour le 19 décembre !

Investissements et entretien des machines insuffisant, décisions prises par une poignée de directeurs par dessus la tête des ouvriers et des planteurs, c'est la dictature du profit qui s'impose à ceux qui produisent la richesse dans la production cannière et tout cela pour remplir les poches des quelques capitalistes et gros actionnaires !

Grève à la fondation Père Favron

Mercredi 26, 200 salariés de l'association Père Favron, se sont mobilisés devant l'ehpad de la Ravine Blanche à Saint-Pierre contre les mauvaises conditions de travail et aussi pour une prime de fin d'année.

Les grévistes tirent la sonnette d'alarme sur les absentéismes «re-

cords» (27 % chez les cadres, 35 % chez les ouvriers), symptômes des conditions de travail qui se dégradent.

En effet, sous prétexte de retour à l'équilibre financier, la direction parle d'«optimisation» qui se traduit par moins de moyens humains, da-

vantage de charge de travail, le recours à des cabinets extérieurs, etc.

Les salaires n'évoluant pas, à l'inverse du coût de la vie, les grévistes sont déterminés à obtenir gain de cause.

Alefpa : ambiance délétère qui affecte la santé des salariées

Deux ans et demi après la reprise de Korbey d'Or (société d'aide à domicile) par l'Alefpa, de plus en plus de ses travailleuses déchantent. Alors qu'elles pensaient s'être débarrassées, grâce à leurs mobilisations, de leurs dirigeants corrompus, elles font face à une direction qui leur mène à nouveau la vie dure.

Les plus anciennes travaillent dans ce secteur parfois depuis plus de 25 ans et elles ont connu les changements de patrons successifs et ont du

s'adapter comme elles pouvaient aux exigences des nouveaux, mais toujours pour des salaires insuffisants. Leurs basses rémunérations expliquent pourquoi d'ailleurs certaines sont amenées à travailler pour plusieurs employeurs pour faire face à leurs besoins personnels et familiaux.

Beaucoup sont embauchées à temps partiel, obligées d'utiliser leurs véhicules personnels pour se déplacer, avec parfois des amplitudes horaires très larges.

À cela s'ajoutent les pressions des chefs pour imposer de faire le travail de plusieurs pour un seul salaire faute d'embauches en nombre suffisant, les remontrances permanentes, les propos dévalorisants.

Mais à l'Alefpa comme ailleurs, c'est le règne du profit qui fait la loi quitte à écraser et écoeurer les travailleuses.

Le système capitaliste nous rend malades. Il est temps de s'en débarrasser !

DANS LE MONDE

NIGERIA

Enlèvements crapuleux et misère sans fond

Coup sur coup, deux groupes de jeunes filles, et certains de leurs enseignants, ont été enlevés de leur internat par des bandits armés qui écumant de vastes zones du Nigeria.

Il y a une dizaine d'années, c'était le groupe islamiste Boko Haram, actif dans le nord-est du pays, qui s'était tristement illustré en enlevant des élèves, dont certaines sont toujours en captivité. Cette fois c'est dans l'Ouest que plus de 300 élèves d'une école catholique et plusieurs dizaines d'une école musulmane ont été enlevées. La religion ne camoufle même plus le banditisme : il arrive que des rançons allant jusqu'à l'équivalent de 60 000 euros soient réclamées aux familles pour récu-

pérer leurs proches.

Cette situation est une des conséquences du délitement de l'État nigérian, miné par la corruption, qui ne contrôle plus des parties du pays éloignées de la capitale politique, Abuja, et de la métropole économique, Lagos. Ce pays, le plus peuplé d'Afrique, longtemps colonisé par la Grande-Bretagne, continue à souffrir de son sous-développement.

La misère s'étend chez le troisième exportateur mondial de pétrole. Les multinationales Shell (16 milliards de dollars de bénéfices en 2024), TotalEnergies (15,8 milliards) et Chevron (17,7 milliards) exploitent le pétrole nigérian, sans assumer, ou si peu, les conséquences sociales et environnementales de leur industrie. Le pré-

sident Tinubu leur déroule le tapis rouge. Avant de se lancer en politique, il avait été consultant pour les compagnies pétrolières Aramco et Mobil.

La corruption du régime de Tinubu – lui-même multimillionnaire, actionnaire dans les médias, l'aviation, l'hôtellerie et l'immobilier – et sa répression des manifestations, ne posent pas de problème au monde des affaires. Pas plus qu'elles ne gênent Macron, qui l'a reçu à l'Élysée l'an dernier et encore en septembre pour, sans rire, « *approfondir notre [...] prospérité mutuelle* ». Les populations menacées par la famine, ainsi que les familles des jeunes filles enlevées, n'ont rien à attendre de tels amis.

Le “plan de paix” de Trump

Le 19 novembre, Trump a fait connaître son nouveau « plan de paix » pour l’Ukraine. Dans ses grandes lignes, il reprend ce dont il a déjà été question cet été, mais il aggrave les concessions auxquelles devrait consentir la partie ukrainienne.

Certains, outre-Atlantique et plus encore dans les milieux dirigeants de l’Union européenne (UE), ont clamé voir dans ce plan la main de Moscou.

La réalité est pourtant sous les yeux de tous. En 28 points, il défend d’abord les intérêts de l’impérialisme américain, et comment !, quand il prévoit par exemple que la moitié des contrats de reconstruction de l’Ukraine iront à des firmes américaines. Et s’il reprend des revendications territoriales et politiques de Moscou, c’est qu’il prend acte du rapport de force sur le terrain. Or celui-ci n’a cessé d’évoluer en faveur

de la Russie ces derniers mois, au point qu’on n’exclut plus un effondrement de l’armée ukrainienne.

Mais il y a aussi le fait que Washington, qui a poussé de longue date à cette guerre, n’a plus autant besoin d’affaiblir la Russie maintenant qu’il a atteint son but. Au contraire : les États-Unis se soucient désormais de ménager la Russie qui, parce qu’elle garde un certain poids dans l’espace ex-soviétique, a la capacité d’y faire régner un « ordre international » qui garantisse ses intérêts et ceux de la Maison Blanche.

Que leur importe alors que Zelensky doive céder plus de territoire à Poutine, que son armée soit réduite comme le prévoit le plan de Trump, que l’Ukraine doive renoncer à intégrer l’OTAN, une perspective que Washington lui a longtemps fait miroiter afin que ses gouvernants acceptent de transformer leur population en pions et en chair à canon de

l’impérialisme, au premier chef américain.

Avec son cynisme coutumier, le milliardaire-président américain a mis les choses au net le 21 novembre en déclarant, à propos de Zelensky, qui tordait le nez devant son plan : « *Il faudra bien que cela lui plaise, et si cela ne lui plaît pas, vous savez, ils n’auront qu’à continuer à se battre.* » Mais ce pourrait être alors sans la couverture des renseignements militaires américains, qui empêchent les drones et missiles russes de faire des ravages plus terribles dans les infrastructures et zones d’habitation ukrainiennes.

Des civils et des soldats ukrainiens et russes vont donc continuer à mourir, tandis que les hommes d’affaires, parfois partenaires en affaires de Trump, qui forment la délégation américaine en Suisse, veilleront au grain et aux gains.

Les dirigeants européens veulent leur part

Dès la parution du document de Trump sur l’Ukraine, la « coalition des volontaires » – soit une grande partie des dirigeants européens – est montée au créneau.

La coalition a crié que son plan faisait la part trop belle à Moscou, qu’aucune paix ne pouvait se conclure en Ukraine, dans le dos de son gouvernement, et de l’Union européenne. Pour Macron, il faut « *la paix, pas une capitulation* ». Le problème, pour les dirigeants européens qui sont encore aux affaires, est qu’ils auraient bien du mal à reconnaître, devant leur opinion publique, qu’ils ne décident pas grand-chose. De surcroît, il leur faudrait admettre que, bon gré mal gré, ils vont devoir s’aligner sur ce que

veut Washington. Et cela d’autant que le pouvoir ukrainien, qu’eux et leurs compères européens encensaient, dont ils disaient qu’on devait le soutenir à tout prix, est si affaibli par les affaires de corruption à grande échelle, que Zelensky pourrait devoir céder sa place un de ces jours.

En fait, les dirigeants européens sont surtout mortifiés de voir poindre un accord dans lequel ils sont les parents pauvres et où les trusts américains – et russes – se tailleront une grosse part du gâteau. Pour faire passer la pilule, et permettre aux puissances impérialistes de second rang de ne pas trop perdre la face, Trump a concédé que ses alliés pouvaient discuter de son plan, et même – il faut bien ménager leur ego – «

l’améliorer ».

Si après cela Trump ne se trouve pas en bonne place pour le prix Nobel de la paix 2026, c’est à n’y rien comprendre. Quant aux Macron, Merz en Allemagne ou Starmer en Grande-Bretagne, ils pourront toujours prétendre qu’ils ont œuvré eux aussi à la « paix ». Mais sans oublier, tel Macron, de dire que « *sans éléments de dissuasion, les Russes reviendront* ». Pour qui n’aurait pas compris : il ne faudrait pas qu’un cessez-le-feu mette en péril la « commande historique » de 100 Rafale et autres engins de mort, signée par Zelensky. Pour les marchands de canons et les dirigeants impérialistes, qui sont leurs commis, la paix qu’ils préfèrent est souvent celle des cimetières.

Netanyahou continue sa guerre

Après une série de bombardements sur le sud et l'est du Liban, l'armée israélienne a ciblé, le 23 novembre, la banlieue sud de Beyrouth, tuant Haytham Ali Tabatabaï, un haut responsable militaire du Hezbollah et cinq autres personnes, et faisant au moins 28 blessés.

Ce sont toujours les mêmes images de guerre qu'ont montrées les médias, des bâtiments éventrés et le défilé des ambulances dans cette banlieue sud densément peuplée de la capitale. Ce qu'on appelle la « communauté internationale » montre surtout son impuissance, à commencer par l'ONU, qui réclame l'ouverture d'enquêtes « *rapides et impartiales* » sur les « *violations du cessez-le-feu* ». Si elles ont réellement lieu, ces enquêtes n'empêcheront sûrement pas Netanyahou d'agir comme il l'entend, lui qui a toujours le soutien des

États-Unis.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le feu entre l'État d'Israël et le Hezbollah, le 27 novembre 2024, les bombardements sont restés quotidiens. Le 18 novembre, c'est le camp de réfugiés palestiniens de Aïn al-Héloué, à Saïda, qui a été bombardé, provoquant la mort de treize personnes. Selon le ministère de la Santé libanais, depuis un an, les tirs ou les bombardements israéliens ont fait 331 morts et 945 blessés.

Cet accord de cessez-le-feu signé en 2024 stipulait l'arrêt des « actions offensives » de l'armée israélienne et le retrait de ses troupes de la bande frontalière située dans le sud du Liban, qu'elles auraient dû quitter dès l'hiver 2024-2025. Le Hezbollah était censé désarmer ses milices, ce qu'il a accepté dans la zone frontalière au sud, mais refuse toujours de faire dans l'intérieur du pays.

Israël « *ne permettra pas au Hezbollah de reconstruire son pouvoir* », a martelé Netanyahou. Il justifie ainsi la poursuite des bombardements par la nécessité de garantir la sécurité de la population israélienne. Mais c'est la poursuite des guerres d'Israël contre les populations voisines qui la met en danger. Il faut rappeler que le Hezbollah est né en réaction à une précédente invasion israélienne du Liban, il y a plus de quarante ans.

Pour Netanyahou, invoquer une menace extérieure est aussi un moyen de gouverner et de se maintenir au pouvoir en faisant taire tous ceux qui pourraient le contester. Il sait aussi que ses guerres qui sèment la mort, la destruction et la division entre les peuples du Moyen-Orient, permettent de faire planer sur eux une menace permanente, qui garantit à l'impérialisme le maintien de sa domination.

GABON

Les régimes passent, le pillage demeure

Faisant escale au Gabon lors de sa tournée africaine, Emmanuel Macron s'est appliqué à faire les yeux doux au président Brice Oligui Nguema, l'auteur du coup d'État militaire qui a renversé Ali Bongo en août 2023. Il a largement été payé de retour.

Tandis que le président français affirmait que la prise du pouvoir par Oligui Nguema « *avait ouvert une nouvelle ère au Gabon* », son homologue gabonais se félicitait du « *soutien multiforme qu'Emmanuel Macron avait apporté à son pays* ».

À la différence des dirigeants putschistes du Mali, du Burkina Faso ou du Niger, Oligui Nguema avait en effet tenu à affirmer dès son accession au pouvoir qu'il respecterait les en-

gagements internationaux du Gabon, et donc ceux pris par la famille Bongo envers les industriels et les dirigeants français. C'est ce qui compte pour Macron, et pour la délégation du Medef qui l'accompagnait et restera sur place après son départ. Elle entend négocier, entre autres, la participation des entreprises françaises dans la remise à niveau du chemin de fer transgabonais, qui transporte des passagers, mais surtout des minerais et du bois pour l'exportation.

Pendant longtemps, la famille Bongo a assuré la domination de l'impérialisme français sur le pays. Celui-ci avait été conçu à l'indépendance par de Gaulle et Foccart, son « monsieur Afrique », comme un émirat pétrolier destiné à compenser la perte du contrôle des gisements algé-

riens. Elf et l'armée française y faisaient la loi, et le clan Bongo paradait dans un luxe insolent.

Aujourd'hui, les choses ont peut-être changé à la tête de l'État gabonais, mais sous Oligui Nguema comme sous les Bongo l'exploitation du pays par les trusts des pays impérialistes, et particulièrement français, continue. Le Gabon est un petit pays d'à peine deux millions et demi d'habitants. Ses ressources minières, pétrolières, forestières, sont considérables. Mais, à côté de ces trésors, une grande partie de la population vit dans le dénuement, sans accès à l'électricité, à l'eau potable, aux services publics de base. Pour les classes populaires, rien n'a réellement changé.

Gel des avoirs de Mamy Ravatomanga

Suite aux manifestations populaires contre le régime de l'ex-président Rajoelina, lui-même et le plus puissant des capitalistes malgaches, Mami Ravatomanga, ont choisi la fuite.

Rajoelina est parti se réfugier à Dubaï où ils possède de nombreux biens immobiliers, quant au second qui pensait pouvoir se réfugier à Maurice, il a été rattrapé par la justice mauricienne et le nouveau gouvernement malgache qui l'accusent aujourd'hui de détournements de fonds de ses multiples entreprises

et autres malversations.

La dernière décision du gouvernement malgache dirigé par le colonel Michael Randrianirina a été de geler les avoirs bancaires de Ravatomanga.

Cette décision prise sans en référer aux salariés du groupe a créé colère et panique en leur sein. Ces derniers au nombre de 4000 font vivre de très nombreuses familles grâce à leurs salaires, une situation rare dans ce pays où la règle est le travail non déclaré. Ces derniers ont manifesté leurs craintes de ne plus être rémunérés samedi 22 novembre devant le siège du groupe Sodiat situé

près de la capitale, Antananarivo.

Ils ont bien raison de se mobiliser et se rappeler au bon souvenir des nouveaux maîtres du pays plus préoccupés de maintenir le pouvoir général des capitalistes sur le pays, même si ils font mine d'y faire un peu le ménage, car c'est en se faisant craindre collectivement de tous ces exploiters et beaux parleurs qu'ils parviendront à sauver leurs emplois et à se faire respecter !

Élections municipales

Une liste Lutte ouvrière à Saint-Benoît conduite par Jean Yves Payet

Les élections municipales des 15 et 22 mars 2026 ne permettront pas plus que d'autres scrutins de changer la vie. Mais les militants de Lutte ouvrière et les listes « Lutte ouvrière – le camp des travailleurs » donneront aux classes populaires l'occasion d'exprimer par leur vote leur opposition à l'évolution réactionnaire de la société, aux divisions semées et entretenues entre travailleurs, entre exploités, selon leurs origines ou leurs statuts ou encore leur opposition à la marche à la guerre.

La politique du gouvernement réduit les budgets des municipalités tandis que les besoins de la population augmentent à cause du chômage, des salaires et retraites trop faibles, que la pauvreté ne cesse de s'aggraver et la vie

sociale de se désintégrer. La faute en incombe aux exploiters, aux accapareurs, aux parasites milliardaires, aux profiteurs capitalistes, servis par la politique des gouvernements successifs, qui mènent la société à la catastrophe.

Les candidats des listes Lutte ouvrière sont des femmes et des hommes fiers d'appartenir au camp des travailleurs, indispensables au fonctionnement de la société dont ils sont la force vive. Ils sont fiers de lever le drapeau de la lutte collective pour préparer l'avenir en constituant un réseau pouvant aider à construire le parti, communiste, internationaliste, révolutionnaire, qui manque à la classe des travailleurs.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282